

Conseil de Communauté
du 2 juin 2016
♦♦♦♦♦♦♦♦
PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigné sur Mayenne
2	Aide à la construction/réhabilitation des logements locatifs
3	Marchés publics – Fourniture de matériaux de voirie Lot 4 « Émulsion de bitume » – Avenant N°1 - Autorisation de signature
4	Marchés publics – Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation des travaux connexes à l'aménagement foncier liés à la déviation de la RN162 entre Moulay et Mayenne – Avenant N°2 – autorisation de signature
5	Ressources humaines – DRH - Création d'un poste d'adjoint administratif de 2ème classe
6	Ressources humaines - DAME - création d'un poste de technicien principal de 2ème classe et suppression d'un poste d'agent de maîtrise
7	Ressources humaines – DAME - création d'un poste d'agent de maîtrise et suppression du poste d'adjoint technique principale de 2ème classe
8	Tourisme - Demande de remboursement Mobilhome - Demande de Monsieur Roger
9	Organisation d'un service commun animation jeunesse nommé « Ados'com »
10	Développement culturel - Signature d'une convention de partenariat entre le Pays d'Art et d'Histoire et Mayenne Communauté au titre des actions 2016
11	Développement culturel – Grand Nord – Concours international de Piano – Versement de subvention à Forte Piano et prix de la Communauté de Communes
12	Finances – Conservatoire de musique et de danse Ivan Bellocq - Concert Carnaval des animaux du 2 avril 2016 – Encaissement de la recette
13	Développement culturel – Cinéma – Indemnisation des locataires
14	Tourisme - Cession des bateaux électriques
15	Contribution financière Syndicat Intercommunal à vocation unique (SIVU) – École de musique de Lassay
16	Développement culturel – Cinéma le Vox – DSP – Rapport d'activités 2015
17	Développement culturel – Adoption du règlement intérieur du Conservatoire
18	Développement culturel – Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ – Tarification Année scolaire 2016/2017
19	Aménagement du territoire - Désignation des élus aux instances en lien avec l'habitat
20	Déchets – Budget annexe déchets ménagers – Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et règlement de collecte et de redevances de 2016 - Complément

21	Economie - Délégation partielle de compétence d'aide à l'immobilier au Conseil Départemental
22	Économie – Parc d'Activités Intercommunal des Haras – Vente d'un terrain Boulevard François Mitterrand à Mayenne à la Société à responsabilité limitée « FONCIER ET STRATEGIE »
23	Environnement Déchets – Programme de prévention des déchets – Demande de subventions 2016
24	Très Haut Débit – Principes de déploiement du numérique

Délibération du Bureau par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

Marchés publics – Marché d'assurances Dommage Ouvrage et Tous risques Chantier pour le centre aquatique – MAPA – Autorisation de signature	Le bureau autorise M. le Président à signer les deux marchés d'assurances avec le Groupement ASSURANCES PILLIOT, Courtier & AMLIN EUROPE, Assureur ; pour les montants estimés suivants, ainsi que les pièces s'y rapportant : LOT 1 – Assurance Dommage ouvrage – 83 712,82 € TTC LOT 2 – Assurance Tous Risques Chantier – 12 174,90 € TTC
PIG 2014-2016 – Attributions de subventions	Le bureau autorise le versement des subventions suivantes dans le cadre du PIG pour les travaux d'économies d'énergie : BARBIER – Champeon – 500 € PINGAULT – Lassay – 500 € GLORIA – Contest – 500 € DESHAYES – St Georges – 500 €
Programme Habiter Mieux de la CCHL	Le bureau autorise à engager 18 dossiers pour une somme totale de 9 000 €
PIG 2014-2016 – Attributions de subventions	Le bureau autorise le versement des subventions suivantes dans le cadre du PIG pour les travaux d'économie d'énergie : JAGLINE – St Baudelle – 2 500 € MEZIERE-DUBOIS – Mayenne – 500 €
Marchés publics – Prestation de broyage et de criblage des déchets végétaux de Mayenne Communauté – MAPA – Autorisation de signature	Le bureau autorise M. le Président à signer le marché à bon de commande n° 16SER04 ainsi que les pièces s'y rapportant, avec J-DUFEU VEOLIA (Variant) pour un montant maximum de 69 000 € HT par an et pour une durée d'1 an renouvelable 2 fois (soit 3 ans maximum).
Marchés publics – Travaux d'aménagement des abords du pôle de santé de Mayenne Communauté – MAPA – Autorisation de signature	Le bureau autorise M. le Président à signer les marchés de travaux suivants ainsi que les pièces s'y rapportant : 16TRA 12/1 : Terrassements, voirie, eaux pluviales, eaux usées et signalisation – STPO – 729 323,66 € 16TRA 12/2 : Eclairage public, AEP et réseaux souples – SANTERNE – 168 030,80 €
PIG 2014-2016 – Attributions de subventions	Le bureau autorise le versement des subventions suivantes dans le cadre du PIG pour les travaux d'économie d'énergie : RENARD – Mayenne – 2 500 € HILBERT – Mayenne – 500 € VEILLARD – Marcillé – 2 500 € BLIN – Mayenne – 500 €
Occupation temporaire d'un logement – MNS Lassay	Le bureau autorise M. le Président à engager une convention d'occupation d'un logement pour un MNS
Finances – Régie de recettes et d'avances du musée du Château de Mayenne – Arrêté de création – Modificatif	Le bureau modifie, par délibération, les articles 4 et 5 de l'arrêté institutif de la régie de recettes et d'avances du musée du Château de Mayenne

Décision du Président Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

26/04/16	Service Prestations – Vente d'une tondeuse à la commune de St Baudelle
26/04/16	Service Prestations – Vente d'une tonne à eau à la commune d'Aron

Les MARCHES et AVENANTS SIGNES dans le cadre des délégations de signature

N° du marché	Objet	Date de signature de l'acte	Montant HT	Attributaire
16SER09	Ventes en ligne aux enchères	22/04/2016	10% du montant des ventes	AGORASTORE (93100 Montreuil)
16SER18	Impression d'affiches à destination des panneaux type «sucettes»	10/05/16	1687,50 € maximum annuel	PUBLITEX (29211 Brest)

Extrait du registre des arrêtés du Président

31/03/16	Arrêté modificatif de la régie de recettes et d'avances auprès des médiathèques de Mayenne Communauté
31/03/16	Création d'une sous-régie de recettes dans le cadre de la régie de recettes et d'avances des médiathèques de Mayenne Communauté, auprès de médiathèque Tournepage
19/05/16	Régie de recettes et d'avances du musée archéologique du château de Mayenne – Arrêté modificatif

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communautés

CHAMBRE AGRICULTURE	Diagnostic agricole dans le cadre de l'élaboration du PLU de Martigné	3 360,00 €
Claude RABINE	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Jean-Louis BROCHARD	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Surmesures	Contrat de cession de droit d'exploitation d'un spectacle	2 600,00 €
Archéo-logis	Convention d'animations pour un café-rencontre et une médiation autour de l'archéozoologie	404 € TTC
Mathieu BEUCHER	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
Le Kiosque	Convention d'animations pour une formation sur la technique de la tempera et un atelier d'initiation à la tempera	215,60 €
Anne LETURQUE	Convention d'animations pour une conférence sur les techniques picturales au Moyen Age	330,50 € TTC

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 2 juin 2016 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	57
Délégués présents ou représentés	52
Contre :	0
Pour :	52
Abstention :	0
Quorum :	29

L'an deux mille seize, le vingt-sept mai, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. SOUTIF, 1^{er} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2^{ème} Vice-Président, Mme MORIN, 4^{ème} Vice-Présidente, M. LE SCORNET, 5^{ème} Vice-Président, M. VALPREMIT, 6^{ème} Vice-Président, M. BOISSEAU, 8^{ème} Vice-Président, M. BOURGUIN, 9^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 10^{ème} Vice-Président, M. COISNON, 11^{ème} Vice-Président, MM. CHOUZY, POIRRIER, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, SONNET, Mme BELLON, MM. GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, TRANSON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, BAR, LANCIEN, LODE, BEUNEUX, M. PAILLASSE, Mmes ADAM, PELE, M. REBOURS, Mme OLIVIER, M. ORDRONNEAU, Mmes CREUSIER, GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. BEAUJARD représenté par M. GENEST
M. COULON représenté par M. LECOURT

M. ANGOT donne pouvoir à M. SOUTIF
M. MOLL donne pouvoir à Mme MORIN
M. RAILLARD donne pouvoir à Mme SOULARD
M. GUIHERY donne pouvoir à Mme GONTIER
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. LE SCORNET
M. LAVANDIER donne pouvoir à Mme LANCIEN
Mme BODINIER donne pouvoir à M. SONNET
M. LESAINTE donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme COUTURIER donne pouvoir à Mme BELLON
M. MORIN donne pouvoir à Mme BAR

Excusés :

MM. FORET, HEURTEBIZE, SABRAN, DELAHAYE, Mme THELIER

Mme BELLON a été désignée secrétaire.

Une minute de silence a été respectée suite au décès d'Edgar RONCIN.

Le procès-verbal du 14 mars a été adopté à l'unanimité.

M. BRODIN : « Concernant le marché pour le Pôle Santé, il serait intéressant d'avoir l'ensemble des éléments. »

M. SOUTIF : « Ca a été donné dans le cadre de la commission. »

M. BOISSEAU : « L'analyse est très pointue. On avait une vraie qualité de la proposition. Concernant l'attribution, le prix représentait 40 % de la note et la qualité technique 60 %. La commission a attribué à l'unanimité. Il y avait des propositions moins élevées mais la qualité technique n'était pas là. »

1 – Débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigné sur Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. VALPREMIT expose :

Par délibération en date du 3 septembre 2014, le conseil municipal de la commune de Martigné sur Mayenne a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme.

Depuis le 10 novembre 2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne exerce la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale", compétence reprise par Mayenne Communauté au 1^{er} janvier 2016.

Par délibération en date du 25 février 2016, Mayenne Communauté a accepté le principe de continuité de la procédure d'élaboration du PLU de Martigné sur Mayenne.

L'article L.151-5 du Code de l'urbanisme stipule que :

Le projet d'aménagement et de développement durable définit :

- 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- 2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

L'article L.153-12 du Code de l'urbanisme stipule que :

Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Le PADD de la commune de Martigné se décline autour de 4 axes :

- Axe 1 : Créer les conditions d'un développement communal équilibré et adapté aux capacités d'accueil du territoire
- Axe 2 : Mettre en œuvre une politique d'habitat qualitative et diversifiée dans l'objectif de répondre aux besoins de l'ensemble de la population
- Axe 3 : Soutenir un développement économique local et offrir un bon niveau de services et d'équipements à la population
- Axe 4 : Inscrire le patrimoine naturel, architectural et paysager au cœur du projet urbain.

Le document complet a été présenté par le cabinet Architour lors de la séance du Conseil Communautaire.

Le débat sur le PADD n'a pas de caractère décisionnel, ce document est susceptible d'évoluer au gré des remarques de la concertation publique et de l'avis des personnes publiques associées.

M. SONNET : « Je n'ai pas d'observation particulière sur le PADD car on y travaille depuis un certain temps. On a

essayé de suivre les préconisations du PLH et du SCOT. On est limité par la RN 162 et on n'a pas envie de passer de l'autre côté. Concernant les zones d'activité, celle du Berry est idéalement placée mais il ne reste plus beaucoup de parcelles. Il faudra réfléchir à autre chose dans l'avenir.»

M. TRANCHEVENT : « Les parcs d'activités feront l'objet d'une présentation fin juin ou début juillet. Je rejoins M. Sonnet sur la nécessité d'entamer une réflexion sur le Berry. »

M. VALPREMIT : « Ce débat ne donne pas lieu à une délibération mais on peut profiter de l'occasion d'avoir une urbaniste sous la main pour lui poser une question. »

M. BOURGUIN : « J'ai une question concernant l'énergie. Il n'y a rien sur la méthanisation ? Est-ce que ça doit se prévoir dans le PLU ? Et qu'en est-il de l'éolien ? »

M. SONNET : « A Martigné, nous avons une éolienne. On n'est pas contre mais on attend toujours la décision de la Préfecture par rapport aux trois attendues. Par rapport à la méthanisation, on n'y a pas particulièrement pensé. »

M. BOURGUIN : « On sait que méthanisation et laiterie ça va de paire. »

M. SONNET : « C'est vrai mais la laiterie était plus intéressée par l'arrivée du gaz par le halage. »

M. SOUTIF : « Vis à vis de la cartographie de Mayenne Communauté, Martigné est à la porte de Laval, tout comme on est à la porte de la Normandie à Lassay. Notre PLUi tiendra compte de tous ces éléments. »

M. VALPREMIT : « On fait un PLU à Martigné et on fera demain un PLUi sur Mayenne Communauté. »

Le Conseil de Communauté prend note du rapport.

2 – Aide à la construction/réhabilitation des logements locatifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. VALPREMIT expose :

Dans le cadre des actions définies dans le Programme Local de l'Habitat (2014 - 2019), Mayenne Communauté attribue une aide financière pour les opérations de construction et de réhabilitation des logements locatifs sociaux, sous réserve de répondre à des critères d'économie d'espace, de qualité sociale ainsi qu'environnementale.

Mayenne Habitat a fait une demande en avril 2016 pour deux opérations de construction, de 18 logements collectifs et 6 logements individuels sur les emplacements des bâtiments F et G démolis, dans le quartier du Pommier. Le début du chantier est prévu en 2016 pour une livraison en 2017.

Pour l'opération de 18 logements (14 PLUS, 4 PLA - I):

- Coût de l'opération : 2 050 898 € TTC (soit un prix de revint TTC au m2 de surface utile de 1 582,50 €)
- Subvention de l'Etat : 21 708 €
- Subvention de MC, au regard du "permis à point" (voir Annexe), proposée : 90 000 €, soit 5 000 € / logement

Pour l'opération de 6 logements (4 PLUS, 2 PLA - I):

- Coût de l'opération : 875 164 € TTC (soit un prix de revint TTC au m2 de surface utile de 1 583,03€)
- Subvention de l'Etat : 8 000 €
- Subvention de MC, au regard du "permis à point" (voir Annexe), proposée : 24 000 €, soit 4 000 € / logement

La différence du montant de l'aide de MC entre les deux opérations est due à une densité plus élevée pour les 18 logements collectifs que pour celle des 6 logements individuels.

Cette opération entrant dans les critères définis en Conseil Communautaire du 12 décembre 2013 et dans le plan pluri-annuel d'investissements, il est proposé de valider une aide totale de 114 000 €.

Par ailleurs, afin de pouvoir répartir ces dépenses sur plusieurs exercices, il est envisagé un échelonnement du versement de la subvention de la façon suivante : 30 % à l'ouverture du chantier, 30 % à mi parcours, 40 % à la réception.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- engage la subvention à verser à Mayenne Habitat dans le cadre de l'opération de construction de 24

logements au Pommier au regard du dossier de demande complet reçu le 4 avril 2016, soit la somme de 114 000 €

- autorise le président à signer la convention qui sera passée entre Mayenne Communauté et le bailleur social Mayenne Habitat afin de formaliser les modalités de cette aide.

3 - Marchés publics – Fourniture de matériaux de voirie Lot 4 « Émulsion de bitume » – Avenant N°1 - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. BOISSEAU expose :

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne a notifié le 03/07/2013 un marché de fourniture de matériaux de voirie à l'entreprise SLO (Société Liants de l'Ouest) pour le lot n°4 "Emulsion" (Montant : 28 000 € HT maximum par an sur 4 années).

Suite à la suppression par l'INSEE de la série de l'indice 1653054 intitulé "Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de base – CPF 19.20-Bitumes – Base 2010" (FB0D192003), ce dernier est remplacé par l'indice INSEE 1664757 " Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – CPF 19.20 - Bitume – Référence 100 en 2010 (FM0D -192013).

Afin de procéder aux révisions de prix, il convient donc de prendre en compte ce nouvel d'indice à compter du 1^{er} janvier 2015.

D'autre part, cet avenant a pour objet de régulariser la dénomination de notre nouvelle collectivité. En effet, au 1^{er} janvier 2016, la CC du Corps-Lassay et la CC du Pays de Mayenne ont fusionné pour devenir « Mayenne Communauté » qui dès lors est le nouveau maître d'ouvrage du marché.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur Le Président à signer l'avenant N°1 au marché d'émulsion de bitume avec la SOCIETE DES LIANTS DE L'OUEST, sans aucune modification du montant du marché.

4 - Marchés publics – Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réalisation des travaux connexes à l'aménagement foncier liés à la déviation de la RN162 entre Moulay et Mayenne – Avenant N°2 – autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. SONNET expose :

Par marché signé le 13/11/13 (par Commer) puis par avenant N°1 en date du 23/01/2015 confiant la maîtrise d'ouvrage à la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté), le groupement ECI - 2LM exerce la « Maîtrise d'œuvre relative à la réalisation des travaux connexes à l'aménagement foncier liés à la déviation de la RN162 entre Moulay et Mayenne ».

La rémunération de la maîtrise d'œuvre est établie selon un forfait provisoire basé sur un pourcentage du montant prévisionnel des travaux (2,35 % du montant des travaux). Il est prévu au marché qu'à compter de l'Avant Projet (AVP) et de la validation du montant définitif des travaux un avenant sera établi recalculant le forfait de rémunération de la maîtrise d'œuvre sur cette nouvelle base.

L'estimation du coût prévisionnel des travaux était au départ de 638 640 € HT. Sur cette base, le montant provisoire de la rémunération de la maîtrise d'œuvre s'élevait à 15 008 € HT.

La nouvelle estimation du montant des travaux, présentée par la maîtrise d'œuvre lors de la remise de sa mission Avant Projet (AVP) s'élevait à 705 337,50 € HT. En conséquence, le forfait définitif de rémunération du groupement titulaire est porté à 16 575,43 € HT (soit + 10,44 %).

M. SONNET : « Ces travaux et honoraires sont remboursés par l'État. »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur Le Président à signer l'Avenant N°2 au marché de « Maîtrise d'œuvre relative à la réalisation des travaux

connexes à l'aménagement foncier liés à la déviation de la RN162 entre Moulay et Mayenne » avec le groupement ECI/2LM afin de déterminer le montant de leur rémunération définitive à 16 575,43€ HT.

5 - Ressources humaines – DRH - Création d'un poste d'adjoint administratif de 2ème classe

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

Mme SOULARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant l'organigramme cible de la collectivité validé lors du comité technique du 21 mars 2016,

Afin de stagiairiser un agent en contrat d'avenir au 1^{er} juin 2016 exerçant ses fonctions au service ressources humaines depuis 3 ans,

Les dépenses sont prévues au chapitre 012.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste de d'adjoint administratif de 2ème classe à temps plein,

6 - Ressources humaines - DAME - création d'un poste de technicien principal de 2ème classe et suppression d'un poste d'agent de maîtrise

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

Mme MORIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant l'avis de la dernière commission administrative paritaire du 25 mars 2016,

Considérant l'organigramme cible de la collectivité validé lors du comité technique du 21 mars 2016 et notamment celui du service de collecte des déchets,

Les dépenses sont inscrites au chapitre 012 .

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- crée un poste de technicien principal de 2ème classe à temps plein à compter du 1^{er} juin 2016

- et supprime le poste d'agent de maîtrise libéré par l'agent promu à cette même date.

7 - Ressources humaines – DAME - création d'un poste d'agent de maîtrise et suppression du poste d'adjoint technique principale de 2ème classe

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

Mme MORIN expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant l'avis de la dernière commission administrative paritaire du 25 mars 2016,

Considérant l'organigramme cible de la collectivité validé lors du comité technique du 21 mars 2016 et notamment celui du service de collecte des déchets

Les dépenses sont inscrites au chapitre 012 .

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- crée un poste d'agent de maîtrise à temps plein à compter du 1^{er} juin 2016.

- et supprime le poste d'agent technique principal de 2ème classe libéré par l'agent promu à cette même

date.

8 - Tourisme - Demande de remboursement Mobilhome - Demande de Monsieur Roger

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. BORDELET expose :

M. Roger avait réservé, suite à une prise de poste chez Gandon, un mobil home du 2 au 29/04/16 pour un montant de 379 €. La somme a été réglée en totalité comme le prévoit le contrat de location.

M. Roger étant en période d'essai, le contrat n'a pas été poursuivi. De ce fait, il est arrivé le lundi 4 et est reparti le mardi 5/04. Par courrier en date du 6 avril dernier, il sollicite le remboursement de sa location.

Dans nos conditions de location, il est spécifié que toute location commencée est due en totalité.

En ce qui concerne les conditions d'annulation, il est prévu que « pour toute location annulée moins d'un mois avant, l'acompte (25 %) est conservé par Mayenne Communauté ».

Ces conditions de location ont été signées par M. Roger. Si nous appliquons strictement les conditions de location, Monsieur Roger ne peut prétendre à aucun remboursement.

Cependant, le mobil home ayant pu être reloué une mini semaine (171 €) et 2 mini semaines (prolongation en attente), nous vous proposons d'accorder le remboursement de sa location à M. Roger tout en déduisant l'acompte d'un montant de 94,75 € qui serait ainsi conservé.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, rembourse M. Roger à hauteur de 284,25 €.

9 - Organisation d'un service commun animation jeunesse nommé « Ados'com »

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. COISNON expose :

Rappel du contexte de la fusion

Les moyens financiers et humains mobilisables ne permettent pas de proposer une offre harmonieuse à tous les jeunes du territoire sans que les actions de la CCHL soient sensiblement diluées. En effet, la nouvelle communauté de communes regroupe 33 communes aux caractéristiques très différentes et séparant les plus éloignées de 50 kms.

Il a donc été décidé que la compétence animation jeunesse soit exercée par les communes. Toutefois, afin que les jeunes de la CCHL puissent toujours bénéficier du service, il a été décidé de créer un service commun autour de l'animation jeunesse, appelé espace jeunes.

Ce dernier est un outil à disposition des collectivités permettant aux communes de déléguer la gestion de services fonctionnels, dont elles ont compétence, à l'EPCI.

Les communes recherchent, tout d'abord, une ingénierie et des moyens matériels qu'elles n'ont pas pour effectuer la ou les missions convenues mais également le partage de moyens permettant de répondre collectivement à une problématique partagée.

La relation entre les parties est principalement conventionnelle ce qui implique de convenir collectivement des modalités et du cadre des missions déléguées.

Quid de l'animation jeunesse sur le territoire ex CCPM

Afin de répondre aux préconisations du diagnostic ANATER et d'initier une dynamique communautaire autour d'un projet et d'ambitions éducatives partagées la ville de Mayenne propose aux communes intéressées de s'engager dans un second service commun avec Mayenne Communauté mobilisant des moyens financiers accessibles.

Cette démarche permettra également d'initier une dynamique communautaire autour de la question de l'animation jeunesse et de faciliter les liens avec le service commun espace jeunes (ex CCHL) dans le but d'entrevoir une harmonisation communautaire future.

Depuis septembre 2015, de nombreuses rencontres ont eu lieu auprès des élus de l'ex CCPM.

Mi avril 2016, huit communes se sont positionnées positivement pour développer des actions pour les jeunes :

- Belgeard
- Jublains
- Martigné sur Mayenne
- Mayenne
- St Baudelle
- St Fraimbault de Prières
- St Germain d'Anxure
- Sacé

Pour ce faire, il est proposé la création d'un second service commun nommé « Ados'com ».

Par ces moyens financiers, le service commun « ados'com » ne pourra intervenir que ponctuellement dans les communes. A cet effet, il est indispensable d'assurer la complémentarité avec les actions existantes et d'apporter une vigilance sur la lisibilité entre elles.

Les caractéristiques et les besoins identifiés diffèrent. Certaines d'entre elles bénéficient d'une dynamique associative développée ou organisent des activités loisirs tandis que d'autres ont tout à créer.

Aussi, il est intéressant de noter que les communes ne sont pas toutes accessibles aux jeunes. En effet, la distance et le réseau de transport peu développé sont un frein à l'accessibilité au service.

Le projet doit tenir compte de chacune de ces spécificités avec l'enjeu d'aboutir à un projet commun cohérent.

Les ambitions éducatives et organisationnelles

- Accompagner les initiatives de jeunes
- Permettre des rencontres communautaires
- Créer du lien avec les autres services jeunesse existants.

Un groupe de travail s'est réuni le 27 avril afin de convenir des éléments urgents à traiter pour profiter de la disponibilité des adolescents lors de la période estivale.

Il propose la convention d'adhésion jointe stipulant les modalités d'intervention et financières ainsi que l'organisation suivante.

Organisation

Le service commun « Ados'com » permettra à Mayenne Communauté d'organiser des activités ponctuelles dans les communes adhérentes à compter du 1^{er} juillet 2016.

Afin d'atteindre les objectifs convenus, ces dernières pourront prendre la forme d'animations formalisées ou d'aide à la mise en place de projets de jeunes.

Elles seront proposées dans le cadre d'un Accueil de Loisirs Sans Hébergement itinérant.

Afin d'assurer le suivi budgétaire, Mayenne Communauté devra ouvrir une fonction comptable spécifique. De plus, une régie de recettes devra être créée pour percevoir les prestations familiales.

La préparation de juillet

En amont : Accompagner les projets et amener les adolescents à se déplacer pour rencontrer leurs pairs sont conditionnés par une relation de confiance initiée entre les familles, les participants et l'équipe d'animation.

A cet effet, le mois de juillet aura pour objectif principal de faire connaître le service en proposant des temps d'animation dans les communes.

Afin d'aiguiller les animateurs vacataires dans la création de leur projet d'animation, le directeur ira rencontrer les

jeunes, au mois de mai, afin de recenser leurs attentes d'activités.

Au terme de ces temps d'échanges, les parents pourront assister à une réunion d'information.

Juillet : Du 6 au 31 juillet, 4 animateurs diplômés et expérimentés se déplaceront sur les huit communes concernées pour animer leur projet d'animation.

Chaque commune ou quartier de la ville de Mayenne accueillera un créneau de 3h par semaine, à tour de rôle. Ces derniers seront attribués le matin, l'après-midi ou en soirée suite aux rencontres du mois de mai.

L'équipe pédagogique investira, alors, les salles communales ou espaces extérieurs disponibles et adaptés à l'activité.

L'équipe d'animation :

Direction :

- François RICHARD, Licence STAPS – BAFD, coordinateur jeunesse de Mayenne Communauté

Animation :

- Théo Beaugas, BPJEPS LTP
- Adeline Legros, BAFA
- Anaïs Benramdane, BAFA
- Baptiste Legros, BAFA

Les animateurs ont tous une expérience solide en animation jeunesse.

De plus, ils ont pour deux d'entre eux une connaissance pointue de la ville de Mayenne et pour les deux autres une pratique similaire sur un service itinérant.

Enfin, la mixité de l'équipe, les compétences diversifiées (sport, art du cirque, activités de nature, musique, loisirs créatifs) et complémentaires des animateurs permettront d'adapter le projet d'animation aux attentes favorisant également la relation jeunes – animateurs.

Septembre : A l'issue de cette première expérience, le comité de suivi constitué d'élus de chaque commune adhérente, du Vice Président communautaire en charge de la jeunesse et du coordinateur jeunesse se réunira pour effectuer un bilan.

Ce dernier mettra en avant :

- les remarques des jeunes
- la fréquentation
- les attentes des jeunes et des familles recensées
- les remarques des professionnels sur l'organisation
- les facteurs limitants à l'attente des objectifs.

Il permettra au comité de suivi d'ajuster le service et d'envisager un fonctionnement pérenne en adéquation avec les objectifs, les attentes et les moyens mobilisables (fonctionnement par secteur – rencontre entre les secteurs – répartition des créneaux d'animation – réservation de créneaux accompagnement de projets – etc.).

M. SOUTIF : " C'est une belle initiative avec 8 communes participantes."

M. VALPREMIT : " Un service commun pour la Communauté de Communes ça ne coûte rien et pour le cas de Sacé c'est vraiment la preuve que l'union fait la force. On arrive à avoir des animations pour remobiliser les jeunes sur lesquels on est vraiment en difficulté aujourd'hui. C'est quelque chose qu'on aurait été incapables de mettre en place tout seuls. De plus, c'est un coût faible pour Sacé. On a une équipe compétente qui va intervenir. J'appelle à plus de services communs au service des petites communes."

M. COISNON : " Avec Mme BAR que j'associe à ce débat, nous avons bien compris qu'il y avait un grand besoin dans ce domaine."

M. BOISSEAU : "Au terme des différentes consultations qu'il y a eu dans les communes avec les jeunes et les parents, est-ce que le service commun va être en mesure de répondre aux attentes diverses et fortes ?"

M. COISNON : " François Richard est allé rencontrer tous les jeunes et les parents. Normalement, nous sommes en mesure de pouvoir répondre à la demande. C'est suite aux échanges que nous avons avec eux, que nous avons mis en place ce service."

Mme BEUNEUX : "Quels sont les âges des ados ?"

M. COISNON : " 12-17 ans."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à signer les conventions d'adhésion au service commun « Ados'com ».

10 - Développement culturel - Signature d'une convention de partenariat entre le Pays d'Art et d'Histoire et Mayenne Communauté au titre des actions 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. BORDELET expose :

Depuis 2005, le territoire Coëvrons Mayenne bénéficie du label « Pays d'art et d'histoire ». Dans ce cadre, chaque année, une convention de partenariat était signée entre le Conseil Départemental, la Communauté de communes des Coëvrons (3C) et la CCPM.

Objet de la convention

Cette convention a pour but de préciser le programme d'actions au titre de l'année 2016, le budget et les modalités de financement.

Considérant les objectifs communs poursuivis par ces trois collectivités en matière de valorisation, de promotion et d'animation du patrimoine, il est convenu ce qui suit :

Durée et résiliation

La présente convention est conclue pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois.

Financement – actions (voir détails des actions dans la convention)

Le budget prévisionnel s'élève à 138 198 €. La part à financer pour Mayenne Communauté est de 25 % du coût total soit 34 549,50 €. Il est indiqué dans le courrier transmis par le département, que compte tenu des recettes escomptées, la part de Mayenne Communauté pourrait être ramenée à 28 799,50 €.

Compte-tenu de nos contraintes budgétaires, il vous est proposé de revoir notre participation à la hauteur du plan de financement proposé à savoir : 28 799,50 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer la convention avec le Pays d'Art et d'Histoire.

11 - Développement culturel – Grand Nord – Concours international de Piano – Versement de subvention à Forte Piano et prix de la Communauté de Communes

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

Mme CREUSIER expose :

La neuvième édition du Concours International de Piano de Mayenne a eu lieu les 16 et 17 avril dernier grâce à la collaboration de l'Association Forte Piano et du Conservatoire de Musique et de Danse Ivan BELLOCQ.

Le concours a réuni 31 candidats et 14 nationalités étaient représentées. Le concours a rencontré une nouvelle fois un vif succès, le public étant largement au rendez-vous durant ces deux jours.

Pour l'organisation de ce concours, Mayenne Communauté apporte un soutien financier à Forte Piano, à savoir une subvention de 2 000 € et le deuxième prix du concours fixé à 1 500 € remporté par Tracy TANG (Etats- Unis).

M. LE SCORNET : " Il y a de nombreux bénévoles qui se mobilisent pour accueillir ces candidats. C'est du très haut niveau et un rendez-vous populaire. L'an prochain, on fêtera la dixième édition."

M. SOUTIF : " Ça apporte un rayonnement très fort sur le territoire."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à verser la subvention à l'association Forte piano conformément au budget voté et à allouer le deuxième prix du concours à savoir 1 500 € à Tracy TANG.

12 - Finances – Conservatoire de musique et de danse Ivan Bellocq - Concert Carnaval des animaux du 2 avril 2016 – Encaissement de la recette

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. PAILLASSE expose :

Le conservatoire de musique et de danse Ivan Bellocq a organisé le samedi 2 avril dernier deux concerts intitulés « le carnaval des animaux ». Pour faciliter l'encaissement de la recette issue de ces deux concerts payants, il a été fait appel à l'association de parents d'élèves du conservatoire Amadeus . Celle-ci a encaissé une somme de 670 € représentant 134 entrées payantes au tarif unitaire de 5 € fixé par délibération du 14 janvier 2016.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, émet un titre de recettes auprès de l'association AMADEUS pour qu'elle procède au reversement de la somme de 670 € correspondant aux 134 entrées encaissées lors des deux concerts du 2 avril dernier.

13 - Développement culturel – Cinéma – Indemnisation des locataires

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 juin 2016

M. LE SCORNET expose :

Après avoir rencontré à de multiples reprises les deux locataires de l'immeuble 16 place Juhel à MAYENNE pour qu'ils libèrent les logements en raison des travaux du cinéma, nous sommes arrivés à un accord. C'est pourquoi, il vous est proposé de verser à :

- M. Mancel Arnaud une indemnisation à hauteur de 3 372 € correspondant à 12 mois de loyer.
- Concernant M. Landemaine Pascal il est proposé :
 - une indemnisation à hauteur 2 332,54 € à verser à M. Landemaine Pascal,
 - la prise en charge auprès du Logis Familial Mayennais du dépôt de garantie du futur logement de M. Landemaine Pascal (26 place des Combattants AFN 53100 Mayenne) à hauteur de 443.96 €.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de verser une indemnisation à M. MANCEL Arnaud de 3 372 €, à M. LANDEMAINE Pascal de 2 332,54 € et à prendre en charge le dépôt de garantie de M. LANDEMAINE d'un montant de 443.96 € auprès du Logis Familial Mayennais.

14 – Tourisme - Cession des bateaux électriques

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. BORDELET expose :

La communauté de communes est propriétaire de 5 bateaux électriques qui étaient mis en location à la belle saison. Compte tenu de leur vétusté, des coûts de remplacement et de fonctionnement, cette activité a été arrêtée l'année dernière.

La société « Ruban Bleu » à qui nous les avons acheté propose de nous les racheter pour 2500 € l'ensemble et assurerait l'enlèvement dans les meilleurs délais. Ils sont amortis d'un point de vue comptable.

Actuellement ce matériel est stocké dans le hangar de la ville de Mayenne qui doit être libéré pour le CIMA.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, vend les bateaux électriques à hauteur de 2 500 € à la société « Ruban Bleu ».

15 - Contribution financière Syndicat Intercommunal à vocation unique (SIVU) – École de musique de Lassay

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. LE SCORNET expose :

Dans le cadre de la fusion, l'école de musique et de danse du Haut Maine et Pail avec le site de Lassay fait partie de Mayenne communauté. Cette école est gérée par un Syndicat Intercommunal à vocation unique (SIVU). Le syndicat a pour objet la création, la gestion et le développement d'école d'Enseignement Artistique Spécialisé du Haut Maine et Pail.

Afin de nous donner le temps d'harmoniser les pratiques entre l'école de Lassay et le conservatoire Ivan Bellocq, les élus ont décidé ne pas fusionner les deux établissements dans l'immédiat mais de poursuivre les actions menées sur l'ancien territoire dans les mêmes conditions qu'avant la fusion. Toutefois, il sera aussi mené des actions communes ou action de préfiguration (concert, échanges de pratiques via des projets pédagogiques...).

Notre participation financière pour l'année 2016, versée sur la base des éléments 2015, est déterminée comme suit :

- 1/3 en fonction de la population du territoire de l'ancienne CCHL (Champéon, Charchigné, Hardanges, la Chapelle au Riboul, Lassay les Châteaux, Le Corps, Le Housseau Brétignolles, Le Ribay, Montreuil Poulay, Rennes en Grenouilles, Sainte Marie du Bois, Saint Julien du Terroux, Thuboeuf) et non de Mayenne Communauté soit pour 7 192 habitants la somme de 24 623,42 euros

- 1/3 en fonction du potentiel fiscal de l'ensemble des communes du territoire de l'ancienne CCHL, par rapport au potentiel fiscal total de l'ex CCHL et de la communauté de communes du Mont des Avaloirs soit 23 044,91 euros

- 1/3 en fonction du nombre d'heures enseignées au sein de l'école de Lassay et de la communauté de communes du Mont des Avaloirs soit 55 heures d'enseignements pour une centaine d'élèves sur Lassay soit 24 378,99 euros.

Le montant total sollicité par le SIVU s'élève donc à 72 047,32 euros (à titre indicatif, le montant en 2015 : 71 418,39 euros). Le paiement s'opère par moitié appelée pendant le semestre en cours.

M. SOUTIF : « C'est dans la continuité de ce qui se faisait avant mais il aura vocation à disparaître. »

M. LE SCORNET : « Le SIVU sera supprimé le 1^{er} septembre 2016. »

M. SOUTIF : « La contribution se transformera dans le cadre d'un partenariat avec la Communauté de Communes du Mont des Avaloirs et Mayenne Communauté. »

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à procéder au versement de cette contribution financière.

16 - Développement culturel – Cinéma le Vox – DSP – Rapport d'activités 2015

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. LE SCORNET expose :

En vertu de l'obligation instaurée par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les articles 31 et 32 du contrat d'affermage relatif à la gestion du Vox définissent les documents annuels remis à la collectivité avant le 1^{er} juin suivant l'année civile d'exploitation.

Ils comprennent :

- un rapport sur la période d'exploitation et contenant les comptes certifiés afférent à la totalité des opérations entrant dans la délégation
- un rapport sur la qualité du service
- un rapport sur la situation des personnels
- Un compte financier

Ces documents doivent permettre aussi de disposer d'informations sur la programmation et la fréquentation, sur les aspects matériels et sur le personnel de l'établissement.

A titre indicatif, la fréquentation du cinéma s'élève à 70 510 entrées payantes soit une progression de plus de 6,9 % par rapport à 2014. Parmi ces entrées, le cinéma comptabilise 7 980 entrées réalisées pour les séances scolaires (11,5 % du total des entrées pour 31 films proposés en séances scolaires) et 9 253 entrées ont été réalisées sur les films programmés par Atmosphères 53 (13 % des entrées).

Sur l'année 2015, 375 films ont été programmés pour 56 séances semaine sur 52 semaines.

Les 15 plus grands succès au box-office sur le plan national ont tous été programmés au Vox, comme dans la plupart de nos salles de référence de la région (à 3 exceptions près dans le cas d'Evron). Le Top 5 des entrées sur le plan national est constitué, dans l'ordre, par : La Famille Bélier, Star Wars : Le Réveil de la force, Les Minions, Jurassic World et 007 Spectre. Pour le VOX, dans l'ordre : La Famille Bélier, Star Wars : Le Réveil de la force, Les Minions, Fast & Furious 7 et Les Nouvelles aventures d'Aladin.

Le Top 5 des entrées des films recommandés « Art et Essai » est constitué sur le plan national, dans l'ordre, par : American Sniper, Imitation Game, Shaun le mouton, Marguerite et La Loi du marché. Pour le VOX, dans l'ordre : American Sniper, La Loi du marché, Whiplash, Shaun le mouton et Imitation Game.

Les 15 plus grands succès au box-office sur le plan national pour les films labellisés « Recherche et Découverte » ont tous été programmés au Vox, ce qui n'est le cas pour aucune de nos autres salles de référence de la région : 1 exception pour Laval et Loudéac, 2 pour Redon et Questembert, 5 pour Dinan, 8 pour Château-Gontier, 10 pour Vitré, 12 pour Evron. Le Top 5 des entrées des films labellisés « Recherche et Découverte » est constitué sur le plan national, dans l'ordre, par : Timbuktu, Taxi Téhéran, Fatima, The Lobster et Trois souvenirs de ma jeunesse. Pour le VOX, dans l'ordre : Timbuktu, Fatima, Mommy, Victoria et L'Ombre des femmes.

Des rencontres ont lieu annuellement pour faire le point et nous sommes invités aux assemblées générales de l'association. Nous venons de réceptionner toutes les pièces exigées par le cahier des charges de la DSP et il est prévu au CGCT que dès la communication de ce rapport annuel, son examen est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Il est rappelé que la DSP se termine le 31 août 2016. Les travaux du cinéma débiteront le 1^{er} septembre de cette même année pour une durée de 10 à 11 mois. Le cinéma sera alors fermé au public.

M. TRANCHEVENT : " Je tiens à souligner la bonne santé du cinéma mayennais, ce qui n'est pas forcément le cas dans les autres cinémas du département."

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, prend note du rapport d'activités 2015 du Vox.

17 - Développement culturel – Adoption du règlement intérieur du Conservatoire

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. LE SCORNET expose :

La fusion entre la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et la Communauté de Communes Le Horps-Lassay a entraîné la création d'un nouvel E.P.C.I (Etablissement Public à Coopération Intercommunale).

Cela nécessite la mise à jour du règlement intérieur du Conservatoire Ivan Belloq. Par ailleurs, des modifications ont été apportées aux cursus pédagogiques et aux services annexes (Partothèque – Studios Musiques Actuelles) :

- Cursus Pédagogiques :
 - Mise en place d'un cycle découverte « Son et Mouvement »
 - Distinction au sein du cycle initiation entre les élèves ayant suivi le cycle découverte et les nouveaux inscrits
 - Refonte du cursus Danse : Cycle I, Cycle II et III
- Services Annexes :
 - Uniformisation avec la médiathèque des pénalités de retard pour le retour des documents empruntés à la partothèque
 - Musiques Actuelles : précision concernant les enregistrements (maquette ou EP 5 titres maximum) et mise en place d'une formation obligatoire à l'utilisation des studios

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les mises à jour nécessaires au règlement intérieur suite à la fusion et approuve les modifications apportées aux cursus pédagogiques et aux services annexes.

M. PAILLASSE expose :

Il vous est proposé une augmentation de 2 % pour l'ensemble de la grille tarifaire sauf pour le tarif Adultes Danse. En effet, une incohérence a été constatée entre le tarif appliqué aux élèves adultes, discipline Danse comme indiqué précédemment. Ainsi le tarif facturé aux adultes (82.80 €) est inférieur à celui des élèves jusqu' à 26 ans dans la tranche de QF la plus élevée (91.65 €). Pour corriger cette différence, il vous est proposé d'appliquer une augmentation de 5 % progressive (sur 3 années scolaires) du tarif adultes, discipline Danse et qui s'appliquerait ainsi qu'il suit :

Année Scolaire 2016/2017 : + 5 % = 4.15 € soit 86.95 €/trimestre

Année Scolaire 2017/2018 : + 5 % = 4.35 € soit 91.30 €/trimestre

Année Scolaire 2018/2019 : + 5 % = 4.60 € soit 95.90 €/trimestre

⇒ Les tarifs applicables sont proposés comme suit :

	TARIFS ANNUELS (en euros) Année scolaire 2016/2017						
	Mayenne Communauté						Hors Mayenne Communauté
ait d'inscription annuel/famille	30						40
30Orchestre à l'Ecole (6 ^{ème} , 5 ^{ème} , CM 1, CM 2) Option Musique au Bac	50 (assurance comprise)						
	TARIFS TRIMESTRIELS (en euros) Année Scolaire 2016/2017						
Scolaires et Etudiants (jusqu'à 26 ans)	Mayenne Communauté (fonction du Quotient Familial de la CAF ou de la MSA)						Hors Mayenne Communauté
	Qf ≤ 503	Qf de 504 à 902	Qf de 903 à 1303	Qf de 1304 à 1699	Qf de 1700 à 1999	Qf ≥ 2000	
Formation Musicale t Cycle son et mouvement	18.40 €	34.75 €	52.05 €	58.60 €	63.25 €	71.40 €	132.25 €
ation Musicale + Instrument *	40.55 €	63.65 €	98.50 €	115.60 €	125.45 €	137.70 €	299.00 €
Atelier Instrument Seul *	28.90 €	52.10 €	91.50 €	102.55 €	112.20 €	122.40 €	209.35 €
ation Musicale + 2 Instruments *	62.35 €	79.50 €	124.90 €	148.65 €	158.10 €	168.30 €	406.45 €
Location Instrument	13.90 €	27.85 €	41.60 €	42.85 €	48.95 €	48.95 €	97.40 €
liers collectifs et Musique de Chambre	13.90 €	27.85 €	41.60 €	42.85 €	48.95 €	48.95 €	97.40 €
Danse - Initiation à cycle 3	28.90 €	46.30 €	69.45 €	78.20 €	83.30 €	93.50 €	99.50 €

Les élèves de 4^{ème} et 3^{ème} de l'Orchestre à l'Ecole, qui intègrent le Conservatoire, domiciliés en dehors de Mayenne Communauté bénéficient du tarif au quotient familial.

ADULTES	Mayenne Communauté	Hors Mayenne Communauté
---------	--------------------	-------------------------

Formation Musicale	110.10 €	216.05 €
Formation Musicale + Instrument *	201.60 €	403.60 €
Instrument Seul *	158.40 €	363.30 €
Formation Musicale + 2 Instruments *	244.80 €	
Location d'Instrument	41.20 €	
Ateliers Collectifs et Musique de chambre	41.20 €	
Danse	86.95 €	103.45 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. LE SCORNET et M. TRANSON s'étant abstenus) valide les tarifs 2016/2017 du Conservatoire.

19 – Aménagement du territoire - Désignation des élus aux instances en lien avec l'habitat

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. VALPREMIT expose :

Des élus doivent être désignés pour représenter Mayenne Communauté à trois instances :

- l'ADLJ (Association Départementale pour le Logement des Jeunes),
- le Pôle Habitat Indigne
- la CCAPEX (Commission de Coordination des Actions de Prévention des expulsions locatives), animée par les services de l'État (la DDCSPP). Suite à la loi ALUR, les EPCI doté d'un PLH doivent être représentés à cette instance qui se réunit 2 jours par mois pour étudier les situations des ménages concernés par des procédures d'expulsion. En 2015, la CCAPEX a enregistré 92 passages de dossiers sur Mayenne, 13 sur Lassay, 1 à Aron, 2 sur Martigné, 1 à Commer.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les désignations suivantes :

- **ADLJ : M. Antoine Valprémit**
- **Pôle Habitat Indigne M. Alain Rondeau**
- **CCAPEX : Titulaire : Madeleine Lodé, Suppléants ; Michel Morin, Jean-Pol Lesaint, Jean-Paul Ordronneau et Guy Bourguin.**

20 - Déchets – Budget annexe déchets ménagers – Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et règlement de collecte et de redevances de 2016 – Complément

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

Mme MORIN expose :

Par délibérations en date du 14 janvier 2016, le Conseil Communautaire a validé :

- des modalités de facturation des déchets différentes sur nos 2 territoires dans l'attente d'une harmonisation au 1^{er} janvier 2018 : la REOM pour l'ex CCHL et la RI pour l'ex CCPM
- des grilles tarifaires et des règlements de collecte et de redevances spécifiques à chaque territoire
- l'introduction sur les 13 communes de l'ex CCHL d'un prorata temporis pour les arrivées et les départs du territoire et ceci afin d'organiser les transferts d'usagers éventuels qui interviendraient entre nos 2 territoires et par souci d'homogénéisation avec les règles existantes jusqu'alors sur la CCPM.

Cependant, ce prorata temporis étant calculé au jour le jour, il est susceptible de générer des montants de régularisation minimales au regard du coût de traitement d'une facture tant pour la collectivité que pour le trésor public.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, modifie le règlement en son article 2-1 et introduit une somme minimum fixée à 10 € au-dessous de laquelle les régularisations ne seront pas prises en compte.

Par souci de simplification le règlement de collecte et de facturation sera repris dans son intégralité.

21 – Économie - Délégation partielle de compétence d'aide à l'immobilier au Conseil Départemental

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. TRANCHEVENT expose :

En application de la Loi Notre, les départements ne peuvent intervenir en matière de compétence économique. En l'absence de décision de la région en la matière et pour ne pas pénaliser les entreprises, le département propose de maintenir l'aide à l'immobilier d'entreprise au moins pour 2016. Pour permettre cette mise en œuvre, la communauté de communes doit déléguer cette partie de la compétence économique au département.

Vu l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre désormais seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises peuvent, par voie de convention passée avec le Département, lui déléguer la compétence d'octroi de tout ou partie des aides mentionnées au présent article,

Vu l'article L.1111-8 du CGCT qui prévoit qu'une collectivité territoriale peut déléguer à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre une compétence dont elle est attributaire. Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la collectivité territoriale délégante. Cette délégation est régie par une convention qui en fixe la durée et qui définit les objectifs à atteindre et les modalités du contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire. Les modalités de cette convention sont précisées par le décret n° 2012-716 du 7 mai 2012.

M. BRODIN : « C'est nécessaire. Ça permet de garder une harmonie entre les différentes communautés. »

M. SOUTIF : « Avec la loi NOTRe, le Département s'est vu retiré la compétence économique. Donc il ne faut pas qu'il y ait des entreprises qui soient pénalisées chez nous ou ailleurs. »

M. TRANCHEVENT : « Je sais que la Région réfléchit à reprendre cette aide pour l'organiser en fonction d'activités particulières, notamment sur la question de la ruralité ou de l'agroalimentaire. Peut être que la Région est en train de réfléchir sur ces axes en mettant la même règle pour tous.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- délègue au Conseil départemental de la Mayenne la compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprises qui entreront dans le périmètre d'intervention tel que défini ci-après :

- Objet de l'aide : Aides à la construction, l'extension ou/et la réhabilitation de locaux à usage industriel, artisanal de production, transport routier de marchandises de proximité et interurbain (codes APE 49.41 A et B), tertiaire industriel et de recherche, services aux entreprises à l'exclusion des activités à caractère principalement commercial. Seules les opérations soumises à permis de construire ou faisant l'objet d'une déclaration préalable et d'un arrêté de non-opposition à cette déclaration préalable seront éligibles.

- Bénéficiaires de l'aide : maîtres d'ouvrage privés à savoir les entreprises, sociétés de crédit-bail immobilier agréées par le Département, les sociétés de portage immobilier, sociétés d'économie mixte, les sociétés civiles immobilières (SCI) à la condition suivante : similitude de l'actionnariat de la SCI et de la société d'exploitation à hauteur d'au moins 66 % du capital de chacune des sociétés pendant une période minimale de 3 ans lorsque la société d'exploitation est une PME, 5 ans s'il s'agit d'une autre entreprise

- Montant de l'aide octroyée : subvention d'un montant minimum de 20 000 € plafonnée à 120 000 € portant sur le coût éligible HT de l'opération et correspondant à une quotité d'intervention variant de 10 à 20 % de l'assiette selon la taille et la localisation de l'entreprise, exception faite des situations suivantes :

- L'aide est plafonnée à 100 000 € pour les entreprises exerçant dans le secteur du transport routier,**
- Pour les entreprises relevant des secteurs d'activité éligibles autres que celui du transport routier de marchandises, le plafond de la subvention pourra être porté à 180 000 € sur décision circonstanciée du Conseil départemental de la Mayenne,**

- procède à cette délégation partielle de compétences sans mise à disposition de moyens financiers ou de personnel de la Communauté de communes au Conseil départemental de la Mayenne,
- confie au Conseil départemental de la Mayenne la définition d'un règlement d'intervention qui permette la mise en œuvre de la compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprises déléguée par la communauté de communes dans le respect des dispositions légales et réglementaires régissant les aides aux entreprises,
- approuve les termes de la convention de délégation ci-jointe
- autorise M. le Président à signer cette convention au nom et pour le compte de Mayenne Communauté ainsi que tout acte à venir relatif à la présente délégation de compétences.

22 - Économie – Parc d'Activités Intercommunal des Haras – Vente d'un terrain Boulevard François Mitterrand à Mayenne à la Société à responsabilité limitée « FONCIER ET STRATEGIE »

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. TRANCHEVENT expose :

Cette délibération annule et remplace la délibération du 9 juillet 2015 relative à une vente à la Société IMMO CONCEPT

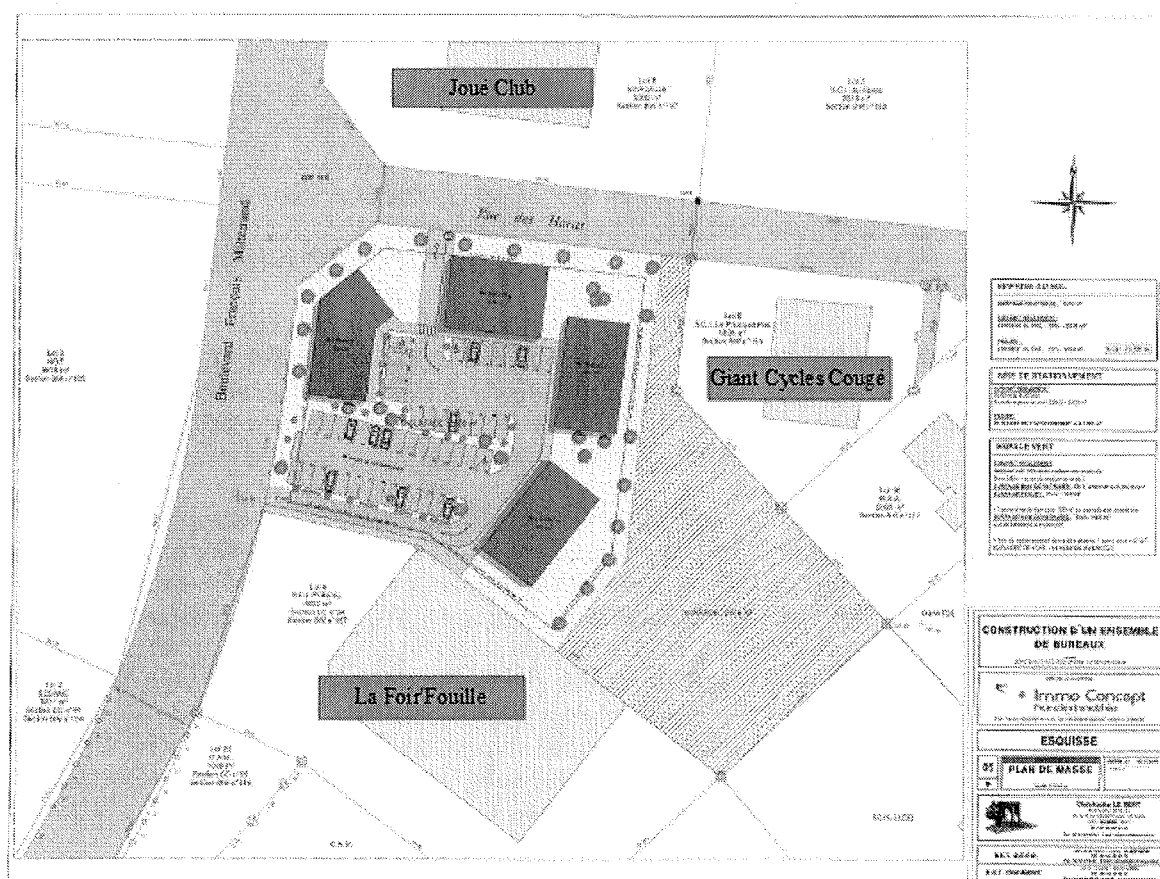
Établie à CHANGE (53810), la société « FONCIER ET STRATEGIE » est spécialisée dans le secteur d'activité de la promotion immobilière.

Cette société souhaite acquérir un terrain situé Parc d'Activités Intercommunal des Haras - Boulevard François Mitterrand à Mayenne afin d'y construire un ensemble tertiaire composé de petits ensembles individuels regroupés sous une architecture cohérente, répartis autour d'un parking commun.

Les caractéristiques de ce terrain sont les suivantes :

- section : BW 182
- surface : 7966 m²

Plan projet indicatif



Au départ, la société FONCIER ET STRATEGIE ne souhaitait acquérir que 5 100 m². Considérant qu'une partie de la parcelle se retrouvait enclavée, sans façade commerciale, il nous a semblé judicieux de faire une offre sur l'ensemble de la parcelle.

Voici le prix de vente évoqué :

- 5 100 m² à 21,34 € H.T. le m²

- 2 866 m² à 10,67 € H.T. le m²

Frais de notaire et géomètre à la charge de l'acquéreur

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- cède la parcelle BW 182 de 7 966 m² à la Société « FONCIER ET STRATEGIE » ou toute autre personne s'y substituant,

- fixe le prix de vente suivant :

*** 5 100 m² au prix de 21,34 € H.T. le m²**

*** 2 866 m² au prix de 10,67 € H.T. le m²**

la TVA étant applicable sur la totalité du prix de vente,

- autorise Monsieur le Président à signer l'acte notarié et toutes pièces se rapportant à ce dossier,

- confie la rédaction de l'acte à Me CADET, conformément à nos engagements sur la gestion des actes lors de la création du Parc d'Activités.

23 - Environnement Déchets – Programme de prévention des déchets – Demande de subventions 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

Mme MORIN expose :

Depuis 2009, les Communautés de communes du Pays de Mayenne et du Horps Lassay se sont engagées dans une politique de prévention des déchets. Par délibération du 14 janvier 2016, Mayenne Communauté a fait le choix de poursuivre cette dynamique en contractualisant avec l'ADEME un contrat d'objectifs pour l'économie circulaire (CODEC) sur une durée de 3 ans qui mobilisera l'ensemble des acteurs du territoire, en particulier autour du gaspillage alimentaire et du compostage collectif.

Le Conseil départemental de la Mayenne subventionne par ailleurs des actions de prévention à hauteur de 30 % des dépenses, plafonné jusqu'à 0,30 € par habitant. Il vous est proposé de solliciter à nouveau cette aide départementale pour l'année 2016, sur la base d'actions de prévention complémentaires de celles déjà prévues dans le programme du CODEC et qui sont décrites ci-après :

• Promotion du compostage individuel :

Comme chaque année depuis 2005, Mayenne Communauté prévoit la mise à disposition gratuite de 210 composteurs et bioseaux. Deux distributions, d'une demi-journée chacune seront réalisées dans les 2 déchetteries principales du territoire : Parigné sur Braye et Lassay. C'est aussi l'occasion de faire des animations et de la sensibilisation auprès des familles autour de la thématique du jardinage au naturel.

• Promotion du réemploi et de l'action Emmaüs :

Mayenne Communauté dispose de 4 conteneurs Emmaüs dans les déchèteries de Parigné, Lassay, Le Ribay et Martigné. Ces conteneurs sont mis à disposition des habitants pour leur donner la possibilité d'y déposer des objets encore en bon état, en évitant de les jeter aux encombrants. Ces objets sont ensuite collectés par Emmaüs pour leur donner une seconde vie. Dans un souci de le rendre plus visibles, les conteneurs vont être customisés via des chantiers « argent de poche » coordonnés par le service jeunesse et financés par le service déchets et les communes. Le conteneur de Martigné a déjà été customisé en octobre 2015, celui de Lassay le sera en juillet 2016. Ce projet permet de sensibiliser et faire participer des jeunes sur la thématique du réemploi et de la prévention des déchets.

Par ailleurs, Mayenne Communauté poursuit sa participation au financement de l'emploi tremplin permettant d'assurer une coordination départementale pour le réemploi avec Emmaüs.

• Actions de communication :

Dans le cadre de la redevance incitative et de son extension (au 1^{er} janvier 2018) sur l'ex CCHL, Mayenne Communauté poursuivra en 2015 sa communication sur la prévention des déchets pour accompagner et former les usagers. Différentes informations seront transmises :

- les moyens de réduire leur production d'ordures ménagères résiduelles
- les erreurs à ne pas commettre afin d'éviter les refus de tri
- les nouvelles consignes des déchetteries en raison de la mise en place des nouvelles filières sur le mobilier et les DDS.

- le nouveau mode de collecte des OMR.

Les supports envisagés sont donc :

- la réalisation de deux guides accompagnant la RI sur l'exCCPM et la REOM sur l'ex CCHL
- des panneaux de communication en déchèterie
- des réunions publiques
- diverses actualisations de documents et supports de tri (guides, affiches...)

Il convient de souligner que la mise en œuvre des actions de prévention s'appuie sur 3 agents (à hauteur de 1,5 équivalent temps plein), dont 0,3 ETP pour les actions mentionnées ci-dessus qui sont complémentaires du CODEC. Le plan de financement prévisionnel est donc le suivant :

ACTIONS	DEPENSES	RECETTES
Compostage individuel	10 037,83 €	Conseil départemental* 11 150,4 €
Réemploi	600 €	
Emmaüs	4 242 €	
Communication	15 000 €	Mayenne Communauté 28 729,43 €
Chargé de prévention (0,3 ETP)	10 000 €	
TOTAL	39 879,83 €	39 879,83 €

* 0,30 € x 37 168 habitants pour le CD 53

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide cette partie du programme de prévention 2016 et son plan de financement

- autorise Monsieur le Président à solliciter les subventions ad hoc auprès du Conseil Départemental de la Mayenne ainsi qu'à signer tous les documents correspondants.

24 – Très Haut Débit – Principes de déploiement du numérique

Reçu à la Sous-Préfecture le 8 juin 2016

M. VALPREMIT expose :

VU le Schéma Directeur Départemental d'Aménagement Numérique validé en février 2011, CONSIDERANT ses orientations, et notamment l'engagement du Conseil Départemental d'assurer le déploiement d'un réseau tout fibre optique à Mayenne et à Craon,

VU l'étude technique et financière établie par le Département, qui prévoit 12 000 prises (hors Ville de Mayenne) avec un reste à charge attendu des EPCI de 500 € par prise,

VU les subventions attendues au niveau de l'Etat, de la Région et du Département,

VU le reste à charge à financer et les simulations financières en matière d'emprunt pour Mayenne Communauté au regard du montant maximal de 6 millions d'Euros pour Mayenne Communauté,

M. TRANCHEVENT : " Je suis très favorable à ça. Il n'y a pas une entreprise qui ne réclame pas le très haut débit. C'est une véritable urgence à faire en sorte que Mayenne soit reconnue comme prioritaire. En tant que deuxième pôle économique du département, nous n'avons pas ces outils là. Je souhaite que les entreprises économiques soient notées comme prioritaires. C'est pareil pour la téléphonie dans les zones d'activité. Il y a des zones faibles et ça devra se corriger."

M. COISNON : " Pour les zones blanches, il y a 11 communes qui ont été définies dans le département et normalement ça devrait aboutir très rapidement."

M. BRODIN : " Moi, je dirai ouf. C'est une bonne nouvelle. C'est l'avenir, il faut y aller."

M. VALPREMIT : " Ici, c'est un engagement maximum qui est prévu dans les statuts du SMO de 500 € par fibre. Maintenant, on ne sait pas ce qui sortira des appels d'offres. Il y a un marché qui va être lancé pour déployer ces

prises. Globalement, il y a beaucoup d'opérateurs qui sont présents sur cette activité. A priori, c'est un marché qui est intéressant."

M. TRANCHEVENT : " Aujourd'hui, une grande partie des entreprises et des commerces ne sait pas utiliser l'outil numérique. Il faut donc qu'on forme les gens et qu'on sécurise cet outil. Tout ce volet formation à la SERE aura un coût."

M. VALPREMIT : "Ce sont des enjeux dont tout le monde est bien au courant."

Avec l'avis favorable du bureau, du 26 avril 2016, à un déploiement du Très Haut Débit à l'échelle du territoire de Mayenne Communauté et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **valide le principe d'un déploiement du FTTH à 100% pour le territoire de Mayenne Communauté pour la période 2017 à 2022,**
- **autorise le Président à inscrire les crédits nécessaires dans les orientations budgétaires de la Communauté de communes**
- **et charge le Président d'informer le Conseil Départemental de ces orientations.**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 30

Vu, la Secrétaire,
Fanny BELLON



Vu, le Président
Michel ANGOT

